

# Les conséquences de l'exploitation des ressources

## Articles de presse

**Article 1 : « RDC : 14 morts dans l'éboulement d'une mine artisanale de cassitérite »**

Source : La Libre Afrique, 28 mars 2019. URL : <https://afrique.lalibre.be/34300/rdc-14-morts-dans-leboulement-dune-mine-artisanale-de-cassiterite/>

**Article 2 : « WWF appelle à protéger le parc des Virunga de l'exploitation pétrolière »**

Source : 7sur7.be, Caroline Albert, 1<sup>er</sup> août 2013 (mise à jour le 8 mai 2019). URL : <https://www.7sur7.be/ecologie/wwf-appelle-a-protger-le-parc-des-virunga-de-l-extraction-petroliere~a359ef53/?referrer=https://www.google.com/>

**Article 3 : « RDC : trois morts dans la répression d'une manifestation contre des exploitants miniers »**

Source : La Libre Afrique, 17 octobre 2019. URL : <https://afrique.lalibre.be/42361/rdc-trois-morts-dans-la-repression-dune-manifestation-contre-des-exploitants-miniers/>

**Article 4 : « RDCongo : 13 millions de Congolais en insécurité alimentaire extrême »**

Source : La Libre Afrique, 3 juin 2019. URL : <https://afrique.lalibre.be/37154/rdcongo-13-millions-de-congolais-en-insecurite-alimentaire-extreme/>

**Article 5 : « RDC : des officiers congolais impliqués dans le trafic d'or selon l'ONU »**

Source : Afrikarabia, Christophe Rigaud, 15 janvier 2017. URL : <http://afrikarabia.com/wordpress/rdc-des-officiers-congolais-impliques-dans-le-traffic-dor-selon-lonu/>

**Article 6 : « RD Congo : une nouvelle attaque fait une demi-douzaine de morts »**

Source : Le Soir, 8 août 2019. URL : <https://plus.lesoir.be/241001/article/2019-08-08/rd-congo-une-nouvelle-attaque-fait-une-demi-douzaine-de-morts>

**Article 7 : « RD Congo : la pollution minière à Lubumbashi en pleine lumière »**

Source : Jeune Afrique, 12 août 2016. URL : <https://www.jeuneafrique.com/348793/societe/rd-congo-pollution-miniere-a-lubumbashi-pleine-lumiere/>

**Article 8 : « Les violences en RDC génèrent une hausse des afflux de réfugiés vers l'est »**

Source : UNHCR, Extrait des déclarations de Babar Baloch lors d'une conférence de presse, 30 janvier 2018. URL : <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/1/5a70632aa/violences-rdc-generent-hausse-afflux-refugies-vers-lest.html>

**Article 9 : « RDC : des villages se vident après des affrontements entre rebelles et FARDC à Minembwe. »**

Source : Dw.com, Wendy Bashi, 8 avril 2019. URL : <https://www.dw.com/fr/rdc-des-villages-se-vident-apr%C3%AAs-des-affrontements-entre-rebelles-et-fardc-%C3%A0-minembwe/a-48248559>

**Article 10 : « RDC : Tshesekedi promet de sortir le quart de Congolais de la pauvreté en 5 ans. »**

Source : La Libre Afrique, 17 octobre 2019. URL : <https://afrique.lalibre.be/42333/rdc-tshisekedi-promet-de-sortir-le-quart-de-congolais-de-la-pauvrete-en-5-ans/>

**Article 11 : « Glencore ferme la plus grande mine de cobalt au monde en RDC »**

Source : Rts.ch, Sandrine Hochstrasser, 7 août 2019. URL : <https://www.rts.ch/info/economie/10616500-glencore-ferme-la-plus-grande-mine-de-cobalt-au-monde-en-rdc.html>

**Article 12 : « De l'or congolais exporté illégalement raffiné par l'usine d'Alain Goetz selon une ONG »**

Source : Le Soir Plus, 24 octobre 2018. URL : <https://plus.lesoir.be/186254/article/2018-10-24/de-lor-congolais-exporte-illegalement-raffine-par-lusine-dalain-goetz-selon-une>

## Article n°1

Source : La Libre Afrique, 28 mars 2019

URL : <https://afrique.lalibre.be/34300/rdc-14-morts-dans-leboulement-dune-mine-artisanale-de-cassiterite/>

### « RDC : 14 morts dans l'éboulement d'une mine artisanale de cassitérite »



**Quatorze personnes sont mortes dans l'éboulement d'une mine artisanale de cassitérite provoqué par des pluies diluviennes dans la province du Sud-Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris mercredi de sources locales.**

Le drame s'est produit dans la nuit de mardi à mercredi à Nyabibwe, une localité minière située à environ 100 km au nord de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu.

La cassitérite, principal minerai de l'étain, est indispensable à la production des téléphones portables, des appareils photos numériques et de nombreux matériels électroniques.

« Les recherches qui ont commencé vers 3 heures du matin et qui se poursuivent ont permis de retrouver 14 corps sans vie tirés des décombres et neuf blessés », a déclaré à l'AFP Muhima Kateete, responsable administratif local de Nyabibwe.

C'est encore un bilan provisoire, a estimé de son côté Delphin Birimbi, président de la société civile locale.

« Depuis le matin, une équipe appuyée par les habitants est à pied d'œuvre pour retrouver les corps des victimes de cet

éboulement. Pour l'instant, c'est difficile d'établir un bilan exact de personnes mortes ou qui sont dans ce puits », a-t-il expliqué.

Neuf autres personnes « blessés graves » sont pris en charge dans des centres hospitaliers locaux, selon une source médicale.

En RDC, les accidents dans les mines exploitées par des creuseurs artisanaux sont fréquents et souvent très meurtriers, mais largement sous-documentés compte tenu des endroits extrêmement enclavés où ils se produisent.

Les creuseurs artisanaux travaillent dans des conditions difficiles, sans respect des normes de sécurité, pour vendre leurs minerais à des comptoirs qui les revendent ensuite à de grosses entreprises.

## Article n°2

Source : 7sur7.be, Caroline Albert, 1<sup>er</sup> août 2013 (mise à jour le 8 mai 2019)

URL : <https://www.7sur7.be/ecologie/wwf-appelle-a-protéger-le-parc-des-virunga-de-l-extraction-petroliere~a359ef53/?referrer=https://www.google.com/>

### « WWF appelle à protéger le parc des Virunga de l'exploitation pétrolière »



**WWF lance jeudi une campagne pour la sauvegarde du parc national des Virunga, le plus ancien parc africain situé en République démocratique du Congo où la compagnie britannique Soco International a obtenu des permis d'exploration pétrolière.**

*"Le WWF exhorte Soco International à s'engager publiquement à cesser définitivement toute exploration et exploitation pétrolières dans le parc des Virunga et à respecter les limites actuelles du parc", écrit WWF dans un communiqué.*

Classé au patrimoine mondial de l'Unesco, le parc d'une superficie de 790.000 hectares abrite des écosystèmes très variés (steppes, marécages, lacs, volcans, montagnes jusqu'à 5.000 m, etc.) où vit une faune très abondante. Les gorilles de montagne, une espèce en danger, y sont installés (environ 200 individus), tout comme des milliers de rhinocéros et de nombreux éléphants.

WWF souligne qu'en juin, le comité du patrimoine mondial de l'Unesco "a demandé l'annulation de tous les permis pétroliers dans les Virunga". Deux sociétés sont détentrices de permis d'exploration dans la région des Virunga, le Français Total et le Britannique Soco. En mai, lors de son assemblée générale, Total s'est engagé à ne pas pénétrer dans les limites du parc, même si celles-ci étaient redessinées.

Dans le communiqué de WWF, Raymond Lumbuenamo, directeur de l'ONG en RDC, estime que *"l'extraction pétrolière peut avoir des effets dévastateurs sur les communautés locales qui dépendent des Virunga pour la pêche, l'eau potable et d'autres ressources"*. Pour sa campagne, WWF s'appuie aussi sur une étude de la valeur économique et sociale des Virunga, réalisée par un cabinet spécialisé.

Cette étude met en avant le potentiel économique, hors toute exploitation pétrolière, de la zone du parc et avance que, dans un environnement stable et sécurisé, les activités de tourisme pourraient générer jusqu'à 350 millions de dollars par an, la pêche 90 millions et l'énergie hydraulique (10 millions).

Aujourd'hui, le gestionnaire du parc, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature, manque de moyens pour assurer sa mission de protection et faire face au braconnage, à la déforestation et à la pression des groupes piscicoles, note l'Unesco.

## Article n°3

Source : La Libre Afrique, 17 octobre 2019

URL : <https://afrique.lalibre.be/42361/rdc-trois-morts-dans-la-repression-dune-manifestation-contre-des-exploitants-miniers/>

### « RDC : trois morts dans la répression d'une manifestation contre des exploitants miniers »



**Trois personnes ont été tuées jeudi dans la répression d'une manifestation de riverains contre une coopérative exploitant une mine de cuivre et de cobalt dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), a-t-on appris auprès d'un responsable administratif local.**

« Trois manifestants sont morts et d'autres (ont été) blessés dans les échauffourées qui les ont opposés aux forces de l'ordre jeudi à Lonshi », a déclaré l'administrateur du territoire de Sakanya, dans la province du Haut-Katanga, Yuma Asani, à l'AFP.

La localité minière de Lonshi est située à environ 90 km de Sakanya, à la frontière avec la Zambie.

Selon M. Yuma Asani, les habitants de Lonshi manifestaient contre l'association des exploitants miniers artisanaux du Katanga (EMAK, une coopérative minière locale). « Dans leur colère, les manifestants ont mis le feu à dix camions de transport des

minerais et trois autres gros véhicules », a-t-il expliqué.

Face à cette situation, « trois jeeps de la police et une jeep de l'armée sont venues en renfort » pour rétablir l'ordre public, a dit M. Yuma Asani.

Les manifestants accusent les responsables d'EMAK, en complicité avec les autorités locales, de n'avoir pas versé des redevances revenant à la communauté, d'après les témoignages recueillis par l'AFP.

En RDC, les sociétés minières ont l'obligation d'affecter un minimum de 0,3% de leur chiffre d'affaires au développement des projets de communautés où ils exploitent.

## Article n°4

Source : La Libre Afrique, 3 juin 2019

URL : <https://afrique.lalibre.be/37154/rdcongo-13-millions-de-congolais-en-insecurite-alimentaire-extreme/>

# « RD Congo : 13 millions de Congolais en insécurité alimentaire extrême »



**Quelque 13 millions de Congolais vivent dans une insécurité alimentaire extrême, dont 5 millions d'enfants, et la tendance est à l'aggravation de la situation, a alerté le PAM (Programme alimentaire mondial, une agence de l'Onu) la semaine dernière.**

Ces chiffres ont été révélés par Claude Jidibar, représentant du PAM à Kinshasa, à Onu Info. Ils font du cas congolais la deuxième crise alimentaire la plus grave au monde après le Yémen. Or le Yémen est un pays désertique et en guerre, ce qui n'est pas le cas de la RDC. Début 2018, 7,7 millions de Congolais souffraient d'une grave insécurité alimentaire, dans un pays qui n'exploite que 10% de ses terres arables. Seul 1% du budget est réservé à l'agriculture, dont seule la moitié est effectivement décaissée.

### **Nombreux conflits internes**

Celle-ci, en revanche, est le théâtre de nombreux conflits internes depuis le début du siècle. Les deux Kivus vivent depuis deux décennies une situation de guerre. A la faveur de la crise politique provoquée par le refus de Joseph Kabila de quitter le pouvoir, d'autres conflits armés ont surgi : au Kasai (Kamwina Nsapu), au Tanganyika (guerre Pygmées-Lubakats), en Ituri (attaques inexplicables de jeunes Lendus équipés de Motorola), au Mai Ndombe (attaque contre les Banunu).

*« Nous avons eu jusqu'à 4,5 millions de personnes déplacées dans ces zones rurales », rappelle M. Jibidar. « Ce sont des gens qui n'ont pas pu continuer à cultiver. Cela a continué pendant plusieurs saisons agricoles (NDLR: au nombre de 2 à 3 par an au Congo) et la situation s'est détériorée avec le temps ».* Une partie des déplacés étant accueillis dans des familles, les ressources de celles-ci s'amenuisent rapidement et les hôtes sont, à leur tour, placés en situation d'insécurité alimentaire.

*« Ce que l'on voudrait, c'est faire en sorte que ces gens arrivent à se prendre en charge et que l'on puisse se tourner vers d'autres priorités que de donner à manger*

*aux gens dans un pays qui peut produire plus que sa population ne peut manger ».*

Sous le régime Kabila, malgré une croissance économique soutenue pendant 7 à 8 ans, proche des taux chinois, et bien qu'il ait reçu une aide importante (de l'ordre de 8 à 10 milliards de dollars) en dons et prêts à des conditions favorables, l'indicateur de la pauvreté rurale n'a pas baissé dans certains endroits et s'est, au contraire, aggravé dans beaucoup de provinces. Selon les zones rurales, il y a entre 70% et 90% de pauvres au Congo.

## Article n°5

Source : Afrikarabia, Christophe Rigaud, 15 janvier 2017

URL : <http://afrikarabia.com/wordpress/rdc-des-officiers-congolais-impliques-dans-le-traffic-dor-selon-lonu/>

# « RDC : des officiers congolais impliqués dans le trafic d'or selon l'ONU »



*La région de l'Ituri est particulièrement riche en or © photo MONUSCO : Abel Kavanagh – Creative commons*

## **Des officiers de l'armée congolaise (FARDC) sont accusés par l'ONU de se livrer au trafic d'or et de protéger les activités frauduleuses d'entreprises minières.**

Le commerce illégal de minerais semble toujours florissant en République démocratique du Congo (RDC) à lire le rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la situation sécuritaire dans l'Est du pays. Toujours en proie à une soixantaine de groupes armés, la région des Kivu reste toujours la plaque tournante de trafics en tout genre : or, étain, tantale, tungstène... Tous les six mois, les experts de l'ONU passent au peigne fin les comportements des groupes armés, mais aussi de l'armée congolaise, qui agit le plus souvent en toute impunité dans les Kivu, à plus de 3.000 km de la capitale Kinshasa. Si l'ONU note des avancées (timides) dans la volonté de l'armée de mener des enquêtes sur les pratiques illégales de certains de ses officiers, le dernier rapport du groupe d'experts montre que ces trafics perdurent au sein des FARDC.

## **Des officiers peu ou pas poursuivis**

La lutte contre le trafic d'or est d'autant plus important en RDC, un pays toujours en situation post-conflit, qu'il s'agit « *du minerai le plus utilisé pour financer les éléments armés et les réseaux criminels opérant* » au Congo. L'essentiel de l'or exporté continue de l'être clandestinement vers Dubaï et les Émirats arabes unis via les pays voisins, Ouganda et Burundi. Si le commerce est censé être réglementé, l'ONU s'inquiète « *de ce que le gouvernement congolais n'ait pas encore réalisé l'audit des comptoirs, comme il le lui avait recommandé dans son rapport précédent* ». Signe tout de même encourageant : en septembre 2016, les FARDC ont ouvert une enquête sur trois généraux et deux colonels basés au Sud-Kivu, soupçonnés d'être impliqués dans l'exploitation de l'or. Deux des cinq officiers ont été suspendus pour la durée de l'enquête. Mais deux mois plus tard, un officier supérieur des FARDC participant à l'enquête a fait savoir aux experts de l'ONU que « *celle-ci était déjà terminée, et qu'il n'y aurait pas de poursuites.* »

## **Des « fuites » au sein de l'armée**

Parmi les cas de trafics recensés par le rapport, l'ONU révèle celui du colonel John Unega. L'officier serait impliqué dans la production d'or sur le site minier de Kpangba en Ituri, en violation des règles de l'armée congolaise et du code minier qui stipule qu'il est « *légalement interdit de vendre de l'or produit avec la participation d'éléments de l'armée.* »

Plusieurs témoignages recueillis par les experts affirment que l'officier congolais « *intervenait dans l'exploitation des ressources naturelles.* » Ses hommes, ainsi que lui-même, ont été vus plusieurs fois sur le site. John Unega était appelé à comparaître en juin 2016 pour son implication présumée dans l'exploitation de ressources minérales. Mais ironie du sort, selon deux officiers des FARDC, l'information aurait fuitée en interne et permis à l'officier congolais de ne pas être conduit à l'audience.

## **Une brigade pour protéger un site minier**

Dans le collimateur des experts de l'ONU se trouve également une entreprise chinoise, Kimia Mining, qui utilise la technique illégale du dragage pour extraire l'or dans le territoire de Mambasa (Ituri). Selon les experts, la 31ème brigade des FARDC a été déployée sur le site pour « *protéger les activités de dragage.* » Deux procureurs militaires ont indiqué à l'ONU qu'ils « *s'efforçaient de retirer les éléments des FARDC de la zone, mais qu'ils se heurtaient à l'opposition du commandement de la trente et unième brigade.* » Quant à Kimia Mining, ses activités de dragage ont été suspendues en juillet 2016 par le gouverneur de l'Ituri, mais la société continue en toute impunité d'utiliser des dragues sur le site après le mois de juillet.

Ces activités illégales protégées par des militaires de hauts rangs de l'armée régulière doivent cesser, estiment les experts, qui réclament des enquêtes sur les activités de Kimia Mining, mais également concernant la complicité des milliardaires congolais. L'ONU souhaite également que le gouvernement de Kinshasa puisse garantir le respect de la réglementation minière. Malgré les nombreuses recommandations de l'ONU sur le sujet, les progrès restent bien maigres à ce jour.



## Article n°6

Source : Le Soir, 8 août 2019

URL : <https://plus.lesoir.be/241001/article/2019-08-08/rd-congo-une-nouvelle-attaque-fait-une-demi-douzaine-de-morts>

### « RD Congo : une nouvelle attaque fait une demi-douzaine de morts »

**Au moins sept personnes ont été tuées et six autres enlevées lors d'une attaque commise par de présumés rebelles ougandais des ADF (Forces démocratiques alliées) contre une localité de la province du Nord-Kivu (est de la République démocratique du Congo), ont rapporté jeudi des médias locaux.**

Ces rebelles ADF ont fait une incursion mercredi vers 18h00 locales (même HB) à Mbau-Kitaura, une localité située dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu, selon le site d'information en ligne 7sur7.cd, qui fait état de six personnes exécutées à l'arme blanche et à feu. Six autres civils ont été enlevés et des biens emportés.

Le site Actualité.cd évoque pour sa part un bilan provisoire de sept morts en citant la société civile de Mbau.

Selon ce média, la tension était «vive» jeudi matin dans la ville et des manifestants en colère contre ces nouvelles violences ont voulu ériger des barricades. Mais des militaires et des policiers sont intervenus pour les enlever.

Certains habitants ont décidé de quitter le quartier attaqué pour se concentrer au centre de Mbau, selon Actualité.cd.

Miliciens musulmans ougandais présents dans l'est de la RDC depuis 1995, les ADF sont accusés par le gouvernement congolais et la mission de l'ONU, la Monusco, d'être responsables des massacres des civils dans la région de Beni, ayant fait plus de mille morts depuis octobre 2014.

Dans l'est congolais, plusieurs dizaines de groupes armés locaux et étrangers sont actifs depuis plus de deux décennies.

Outre l'insécurité, la région de Beni est touchée par la dixième épidémie d'Ebola déclarée en RDC (Nord-Kivu et Ituri) depuis un an et qui a déjà fait plus de 1.820 morts.

## Article n°7

Source : Jeune Afrique, 12 août 2016

URL : <https://www.jeuneafrique.com/348793/societe/rd-congo-pollution-miniére-a-lubumbashi-pleine-lumière/>

# « RD Congo : la pollution minière à Lubumbashi en pleine lumière »



Lubumbashi, RD Congo, le 8 mars 2015. La cheminée et le terril de la Gécamines, symboles de la ville de Lubumbashi. © Gwenn Dubourthoumieu pour Jeune Afrique

**"Dans cette rivière, les poissons ont disparu depuis des lustres, tués par les acides et les rejets des mines", dit Héritier Maloba en regardant les eaux troubles de la Katapula qui se déversent à ses pieds, en République démocratique du Congo.**

Cet affluent du fleuve Congo est l'un des principaux cours d'eau qui arrosent Lubumbashi, la deuxième ville du pays, où la pollution engendrée par des années d'exploitation minière se fait clairement sentir.

Pour M. Maloba, chômeur de 30 ans, les parties de pêche de son enfance ne sont plus qu'un vague souvenir.

Lubumbashi est l'ex-capitale de l'ancienne province du Katanga, dont les fabuleuses ressources en cuivre ont commencé à être exploitées dès la première moitié du XXe siècle, lors de la colonisation belge.

Totalement exsangue après des années d'incurie gouvernementale sous le régime du dictateur Mobutu Sese Seko (1965-1997) et la deuxième guerre du Congo (1998-2003), l'industrie minière congolaise a progressivement remonté la pente à partir de la fin de ce conflit dévastateur.

De 2010 à 2014, elle a tiré la forte croissance économique enregistrée par la RDC, jusqu'à hisser le Congo au rang de cinquième producteur mondial de cuivre et premier de cobalt, au prix d'une dégradation notable de l'environnement.

« La pollution minière au Katanga (sud-est) est une réalité indéniable », déclare à l'AFP le député Bavon N'Sa Mputu Elima, qui fut ministre de l'Environnement de 2012 à 2014.

Le toxicologue Célestin Banza, professeur à l'Université de Lubumbashi, dresse une longue liste de maladies dues selon lui à la pollution minière : troubles métaboliques et respiratoires, sensations de brûlure aux yeux et à la gorge, tumeurs diverses, malformations congénitales, stérilité...

### « Résistance » des entreprises

La population en témoigne. « On a la sensation de suffoquer en respirant », déclare ainsi Viviane Kibwe, mère de quatre enfants.

À Lubumbashi, agglomération de plus de deux millions d'habitants, les sites d'exploitation miniers jouxtent quartiers d'habitations, champs ou écoles.

Selon le Centre Carter, fondation de l'ancien président américain Jimmy Carter qui se bat en RDC pour que l'exploitation minière ne se fasse pas au détriment des droits de l'Homme, « l'ambiguïté » et « plusieurs faiblesses » du Code minier congolais de 2002 en matière de gestion durable des rejets ont favorisé les atteintes à l'environnement. M. Mputu Elima se souvient de « la résistance » opposée par les entreprises minières à l'avènement du Code de l'environnement de 2009, qui leur impose des obligations renforcées de respect de l'environnement. Il déplore par ailleurs « le manque d'expertise » au sein de l'administration congolaise pour faire respecter ces obligations aux sociétés.

Du côté des entreprises, on assure que la question environnementale est érigée « en règle d'éthique » par les sociétés minières, et qu'avant de se lancer dans une quelconque exploitation, « une étude approuvée de l'impact environnemental est un préalable », selon les mots d'Eric Monga, président de la Fédération des entreprises du Congo de l'ex-Katanga.

Reste que, régulièrement à Lubumbashi, l'atmosphère est chargée de poussière ou de particules.

Dans une enquête sur la pollution de deux quartiers de Lubumbashi menées avec des experts belges et publiée en 2012 par le Centre Carter, le Pr Banza relevait que les concentrations de cobalt, de cuivre, de plomb, voire d'uranium dans les urines, en particulier celles des enfants, « dépassent largement les valeurs de référence admises par l'organisation mondiale de la santé » (OMS).

La mine de Shinkolobwe – d'où a été extrait l'uranium ayant servi à la fabrication de la bombe atomique larguée sur Hiroshima –

se trouve à un peu plus de 150 km au nord-ouest de Lubumbashi. Pendant des années, des milliers de personnes y ont travaillé sans la moindre protection.

### Oiseaux « disparus »

Le rapport du Pr. Banza, notait aussi une présence anormalement élevée d'uranium dans les eaux stagnantes de divers puits de mines des deux quartiers lushois étudiés.

Interrogé par l'AFP, le Pr Banza a déclaré qu'il s'apprêtait à publier un nouveau rapport de santé publique montrant que le sud de l'ancienne province du Katanga (où se concentre l'activité minière) est beaucoup plus touché par les maladies respiratoires que le nord, principalement agricole. Le Dr Jean-Marie Kazadi, directeur des services de santé publique pour le Lualaba et le Haut-Katanga (les deux provinces méridionales issues du récent démembrement du Katanga), confirme ces observations. « Avec mes collègues, nous avons enregistré une recrudescence [...] des maladies respiratoires, en particulier auprès des enfants et des femmes », dit-il.

La pollution ne date pas d'hier. A Kipushi, à une trentaine de kilomètres au sud de Lubumbashi, la savane arborée s'efface au profit d'une bande désertique de 3 km<sup>2</sup> à l'endroit où se déversaient les rejets acides d'une ancienne exploitation de la société minière publique congolaise (Gécamines).

« Depuis plus de trente ans, plus rien n'a poussé sur cet espace », témoigne Mwalimu Kasongo, enseignant retraité de 76 ans, aux yeux larmoyants, comme la majorité des riverains rencontrés.

L'ex-ministre N'Sa Mputu regrette que certaines espèces d'oiseaux aient « disparu des voisinages ».

Le Pr Banza, lui, déplore que, n'étant pas légalement confrontées aux preuves des conséquences de leurs activités, les sociétés minières « admettent difficilement » leur responsabilité dans la dégradation de l'environnement.

## Article n°8

Source : UNHCR, Extrait des déclarations de Babar Baloch lors d'une conférence de presse, 30 janvier 2018

URL : <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/1/5a70632aa/violences-rdc-generent-hausse-afflux-refugies-vers-lest.html>

# « Les violences en RDC génèrent une hausse des afflux de réfugiés vers l'est »

*Ceci est un résumé des déclarations du porte-parole du HCR Babar Baloch – à qui toute citation peut être attribuée – lors de la conférence de presse du 30 janvier 2018 au Palais des Nations à Genève.*



Des réfugiés, qui ont fui la violence en République démocratique du Congo, se reposent dans un centre de réception en Ouganda. Plus de 350 personnes ont été accueillies et ont reçu des repas chauds et un abri. Ils y sont en sécurité.

© HCR / Hannah Maule-ffinch

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est préoccupé par une récente montée de violence dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), qui pousse un grand nombre de Congolais à fuir vers les pays voisins, au Burundi, en Tanzanie et en Ouganda.

Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes ont abandonné leur foyer, dans un contexte d'opérations militaires intensifiées contre les groupes armés Maï Maï au Sud-Kivu. Depuis la semaine dernière, près de 7 000 personnes ont traversé la frontière vers le Burundi voisin et 1 200 autres sont

arrivées en Tanzanie. Par ailleurs, de nombreux civils seraient déplacés à l'intérieur du Sud-Kivu, dans des conditions précaires sans abri ni nourriture.

Nous nous sommes entretenus avec des réfugiés qui citent le recrutement forcé, la violence directe et autres abus perpétrés par les groupes armés comme motifs de leur fuite en exil. D'autres expliquent avoir fui en prévision d'opérations militaires et poussés par la peur. Il est impératif de garantir un passage sûr aux personnes qui fuient les violences et l'accès humanitaire aux

personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Les Congolais rejoignent le Burundi principalement via la traversée du lac Tanganyika à bord de petits bateaux de pêche. Les conditions de réception sont insuffisantes dans les zones côtières du lac Nyanza et de Rumonge où ils arrivent, avec un accès limité aux abris, aux installations sanitaires, à l'eau potable et aux vivres. En collaboration avec les autorités et ses partenaires, le HCR fait son possible pour transférer les réfugiés vers des centres de transit et des camps – déjà surpeuplés - dans le nord et l'est du Burundi.

Les Congolais ne sont pas les seules victimes de cette montée de violence. Le HCR est également préoccupé par la situation de plus de 43 000 réfugiés burundais qui vivent au Sud-Kivu, principalement à Lusenda et Mulongwe. Pour le moment, ces installations n'ont pas été affectées par les combats, et le HCR demande à toutes les parties au conflit de respecter le caractère humanitaire de ces sites et de s'abstenir de toute activité qui pourrait entraver l'aide humanitaire.

En Tanzanie, les Congolais arrivent également via la traversée du lac Tanganyika. Ils traversent directement depuis le Sud-Kivu vers des lieux dans et autour de la ville de Kigoma.

Beaucoup sont épuisés et malades. L'afflux met à rude épreuve les abris, le réseau de distribution d'eau potable et les installations sanitaires existants, et beaucoup n'ont d'autre choix que de dormir en plein air. Le HCR mobilise l'aide humanitaire, y compris la nourriture, l'eau et le soutien médical pour les zones d'accueil. Nous nous préparons également à transférer les

nouveaux arrivants vers le camp de réfugiés de Nyarugusu, dans le nord-ouest du pays.

En Ouganda, le nombre d'arrivants congolais est également en hausse, en raison des conflits au nord de la RDC : des violences intercommunautaires dans la province de l'Ituri, ainsi que les activités de groupes armés et des offensives militaires au Nord-Kivu. Depuis décembre 2017, plus de 15 000 personnes ont traversé la frontière de l'Ouganda à pied ou via le lac Albert, à bord de bateaux de pêche et de canoés. Le nombre des arrivants en janvier – près de 330 personnes par jour – est quatre fois plus élevé qu'en décembre. Le HCR apporte son appui aux autorités pour l'accueil des nouveaux arrivants et leur transfert vers deux camps, Kyangwali – à cinquante kilomètres à l'est des rives du lac Albert - et Kyaka II dans le sud-ouest du pays.

Le HCR se félicite de l'hospitalité des pays voisins qui accueillent des réfugiés de RDC et, au vu de leurs besoins vitaux, nous exhortons ces pays à maintenir leurs frontières ouvertes. La situation en RDC est l'une des crises les plus complexes au monde, et elle s'est détériorée du fait de l'escalade de plusieurs conflits locaux. En ce début d'année 2018, environ 5 millions de Congolais de RDC sont déracinés - dont 674 879 réfugiés arrivés dans d'autres pays africains et 4,35 millions de déplacés internes en RDC. Ceci place la RDC parmi les plus importantes crises de déplacement au monde.

## Article n°9

Source : Dw.com, Wendy Bashi, 8 avril 2019

URL : <https://www.dw.com/fr/rdc-des-villages-se-vident-apr%C3%A8s-des-affrontements-entre-rebelles-et-fardc-%C3%A0-minembwe/a-48248559>

### « RDC : des villages se vident après des affrontements entre rebelles et FARDC à Minembwe. »

L'insécurité est encore persistante dans les hauts plateaux de Minembwe. Les combats entre groupes rebelles et forces armées congolaises ont contraint les populations à se réfugier dans les localités voisines.



Dans la région des hauts plateaux de Minembwe, cela fait des années que les populations ne vivent plus en paix. Des groupes armés font très souvent des incursions dans les villages, pillant tout ce qu'ils trouvent sur leur passage et obligeant les habitants à quitter les lieux. Comme ce 23 mars, où tout a basculé pour Paul Esube et sa famille. Ils ont dû fuir les affrontements entre les Maï Maï Yakutumba et l'armée régulière

congolaise. Aujourd'hui, celui-ci vit à Makobola où il s'est réfugié.

*"Nous avons vu débarquer dans nos villages des éléments des FARDC qui se sont affrontés avec des rebelles qui sont sous la conduite de Vincent Nalungi. Les affrontements n'ont pas duré longtemps. Mais peu de temps après, les FARDC ont commencé à mettre le feu à nos maisons. J'ai eu de la chance avec ma famille, nous nous sommes enfuis à*

*Makobola. Ici nous vivons difficilement car il y a la famine."*

### **Une situation confuse**

Cette partie du Sud-Kivu n'a pas connu la paix depuis des décennies. Différents groupes armés, aussi bien congolais qu'étrangers, seraient responsables de l'insécurité et des mouvements de population.

Selon le chercheur Christophe Vogel, toute précaution gardée, il existe en plus des groupes armés congolais d'autres groupes ayant des liens avec les pays voisins de la République démocratique du Congo.

*"Pour l'instant, la situation reste assez tendue. Il y a des rapports d'affrontements entre différents groupes, il y a aussi des opérations de l'armée régulière congolaise qui sont menées. D'un côté, il y a des groupes qui sont contre le gouvernement de Bujumbura, d'autre part il y a des groupes alliés au pouvoir burundais. On parle aussi d'un groupe qui serait soit dirigé, soit qui aurait fait alliance avec Kayumba Nyamwasa, un dissident du gouvernement rwandais. Sur terrain, la situation est difficile parce qu'il n'est pas tout à fait clair s'il existe un tel groupe", explique Christophe Vogel.*

### **La souffrance de la population civile**

Une situation tendue et complexe sur le terrain qui entraîne des mouvements de population, la famine et la propagation de certaines maladies, comme nous l'explique Patrick Bahati Lusambya, membre de la société civile.

*"La localité de Kanyagwe a reçu environ 150 ménages le 31 mars dernier. Certains sont arrivés sans habits, certains enfants sont arrivés séparés de leurs parents à cause des combats", confirme Patrick Bahati Lusambya.*

*"Il y a un besoin de vivres pour ces déplacés. Ils ont aussi besoin d'habits parce que la plupart d'entre eux vivent dans des familles d'accueil transitoire. D'autres trouvent des petits abris et des bâches pour y passer la nuit avec leurs enfants", ajoute-t-il pour finir.*

Les récents événements qui ont secoué la région des hauts plateaux à Minembwe ne sont pas isolés. Cela fait plus de vingt ans que cette partie de la RDC est en proie à de nombreux affrontements et massacres.

## Article n°10

Source : La Libre Afrique, 17 octobre 2019

URL : <https://afrique.lalibre.be/42333/rdc-tshisekedi-promet-de-sortir-le-quart-de-congolais-de-la-pauvrete-en-5-ans/>

# « RDC : Tshisekedi promet de sortir le quart de Congolais de la pauvreté en 5 ans. »



**Le président congolais Félix Tshisekedi a promis mercredi de sortir le quart de la population de la République démocratique du Congo de la « pauvreté » d'ici à cinq ans. Le chef de l'État a fait cette promesse lors du lancement d'un « programme accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités » en RDC.**

« Ce programme vise à ce que 20 millions de Congolais vivant en milieu rural et périurbain dans les 145 territoires de notre pays quittent la pauvreté ou l'extrême pauvreté dans les cinq prochaines années », a déclaré M. Tshisekedi devant plusieurs personnalités congolaises et des diplomates étrangers.

« Le programme doit aussi s'assurer que la population en milieu rural (...) consomme au moins un repas équilibré par jour », a-t-il ajouté.

Sans concurrencer les institutions gouvernementales, a indiqué M. Tshisekedi, ce programme « vise à accroître l'accès de la population aux services de base ».

Immense pays d'Afrique centrale de 2,3 millions de km<sup>2</sup>, la RDC compte environ 80 millions d'habitants. Le PIB moyen par habitant est de 495 dollars/an, soit 1,35 dollar

par jour, avec d'immenses disparités, malgré les énormes richesses naturelles dont regorge le pays.

Tshisekedi a rappelé que « la desserte en eau potable tourne autour de 26% au niveau national, avec une disparité criante entre le milieu urbain, ravitaillé à 38%, et le milieu rural couvert à 14% ». Tandis que la desserte en électricité est « inférieure à 10% au niveau national et de seulement 1% en milieu rural ».

Sans préciser le financement de ce programme, M. Tshisekedi a invité le gouvernement à « explorer toutes les voies possibles susceptibles de nous donner les moyens de cette action salvatrice pour notre peuple ». Selon la présidence, ce projet va démarrer avec 15 territoires situés dans les régions de l'Équateur, Bandundu (ouest), Kasai (centre).



## Article n°11

Source : Rts.ch, Sandrine Hochstrasser, 7 août 2019

URL : <https://www.rts.ch/info/economie/10616500-glencore-ferme-la-plus-grande-mine-de-cobalt-au-monde-en-rdc.html>

# « Glencore ferme la plus grande mine de cobalt au monde en RDC »

Glencore a annoncé mercredi suspendre les activités de la mine de Mutanda, en République démocratique du Congo. L'entreprise zougnoise d'extraction et de négoce de matières premières invoque des raisons économiques.



cobalt de 2 à 10% l'année dernière, car il veut tirer profit lui aussi de ses richesses minières. Mais il y a un autre facteur majeur qui explique la fermeture de la mine: le prix du cobalt, qui a chuté de 40% cette année.

### Le boom des voitures électriques n'a pas eu lieu

La majorité du cobalt est extrait en République démocratique du Congo, et la mine de Mutanda fournit un cinquième du cobalt mondial. Ce minerai est d'ailleurs considéré comme celui du futur : il est utilisé pour produire des batteries rechargeables et se retrouve donc dans les appareils électroniques - les ordinateurs, les téléphones mobiles - et dans les voitures électriques, dont la production augmente chaque année.

Mais Glencore ferme cette mine pour des raisons économiques. La multinationale suisse présente mercredi des résultats décevants et Mutanda n'est pas rentable.

### Augmentation des taxes

Glencore invoque les nouvelles taxes en RDC, qu'il a combattues en vain. Le gouvernement de Kinshasa a en effet fait passer les taxes sur le

Pourquoi le prix du cobalt s'effondre-t-il, alors qu'il s'agit d'un minerai d'avenir? Il y a quelques années, les investisseurs ont misé sur ce minerai, rêvant du boom des voitures électriques. Le prix du cobalt a donc flambé en mars 2018. Son extraction a fortement augmenté, il y a eu une vraie ruée sur le cobalt en RDC... mais le marché des voitures électriques, lui, n'a pas encore explosé. Résultat: la production est plus importante que la demande et les prix s'effondrent.

Mais la situation pourrait changer bientôt. Le prix du cobalt devrait reprendre des couleurs grâce à l'annonce de Glencore. Et le marché des voitures électrique devraient continuer à se développer. D'ailleurs, le géant zougnois n'a pas prévu de fermer définitivement sa mine. Il suspend ses activités, à partir de la fin de l'année. Et il pourra la remettre en activité, quand sa rentabilité sera de nouveau assurée.

## Article n°12

Source : Le Soir Plus, 24 octobre 2018

URL : <https://plus.lesoir.be/186254/article/2018-10-24/de-lor-congolais-exporte-illegalement-raffine-par-lusine-dalain-goetz-selon-une>

# « De l'or congolais exporté illégalement raffiné par l'usine d'Alain Goetz selon une ONG »

De l'or extrait de la RDC pourrait se retrouver sur les marchés internationaux après avoir été affiné en Ouganda par l'intermédiaire d'un réseau contrôlé par le Belge Alain Goetz.



**De l'or extrait des régions en conflit de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) pourrait se retrouver sur les marchés internationaux et alimenter de grandes entreprises américaines après avoir été affiné en Ouganda par l'intermédiaire d'un réseau contrôlé par le Belge Alain Goetz, affirme l'ONG américaine anti-corruption The Sentry dans un récent rapport.**

*« Une enquête menée par The Sentry provoque d'importantes préoccupations que l'or extrait dans des zones de conflit dans l'est de la République démocratique du Congo atteint les marchés internationaux, dont la chaîne d'approvisionnement de grandes entreprises américaines et (se retrouve) dans des produits que les consommateurs utilisent au quotidien »,* affirme ce rapport.

Des documents examinés et des interviews conduites par The Sentry suscitent une préoccupation sérieuse que le réseau d'entreprises contrôlé par le magnat belge Alain Goetz ait raffiné de l'or exporté en contrebande de l'est du Congo à (l'usine) African Gold Refinery (AGR) en Ouganda et l'a ensuite exporté par le biais d'une série d'entreprises vers les États-Unis et

l'Europe, ajoute le rapport, publié en fin de semaine dernière.

L'ONG The Sentry (littéralement La Sentinelle) a été co-fondée par l'acteur Georges Clooney.

Selon des documents qu'elle a pu consulter, AGR a exporté en 2017 de l'or, d'une valeur d'environ 377 millions de dollars à un affilié apparent de la raffinerie de (l'entreprise anversoise) Tony Goetz NV basée à Dubai.

*« De nombreuses sources interviewées par The Sentry ont identifié AGR comme source d'or de conflit provenant du Congo. AGR le dément et se déclare résolue à s'abstenir de toute action contribuant au financement du conflit »* dans l'est de la RDC, ajoute le rapport.

Selon les Nations unies, l'or du conflit congolais fournit la majorité de leurs revenus aux acteurs armés présents dans l'est de la RDC et de 300 à 600 millions de dollars d'or sont ainsi exportés frauduleusement du Congo chaque année.

Toujours selon le rapport, deux trafiquants importants d'or ont reconnu à The Sentry qu'ils s'étaient livrés à la contrebande d'or de l'est du Congo à destination d'AGR et d'autres courtiers régionaux ont corroboré ces propos. Quatre courtiers régionaux ont aussi indiqué à The Sentry que les trafiquants Buganda Bagalwa et Mange Namuhanda, cités dans plusieurs rapports du groupe d'experts de l'ONU sur le Congo, ont fourni de l'or à AGR en 2017. AGR nie avoir reçu de l'or de ces marchands et des quantités significatives de ce minerai sans référence d'origine d'autres sources.

Selon The Sentry, plusieurs pratiques d'AGR laissent penser qu'il pourrait

s'agir de blanchiment potentiel, tel que défini par le Groupe d'action financière (GAFI, un organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme).

L'or provenant de zones de conflit suit un itinéraire d'environ six étapes entre l'est de la RDC et les utilisateurs finaux, qui sont la joaillerie, les lingots d'or pour les investisseurs et les banques, ainsi que le secteur de l'électronique.

Des entreprises comme Amazon, Sony, General Electric (GE) et 280 autres sociétés américaines ont reconnu la raffinerie belge comme faisant partie de leur chaîne d'approvisionnement.